

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 14 au 21 mai 2024

Sommaire

Le chiffre de la semaine.....2

**Fait marquant: le FMI présente ses conclusions
préliminaires après sa mission au Royaume-Uni dans
le cadre de ses consultations régulières au titre de
l'article IV.....2**

En bref3

Actualités macroéconomiques.....4

CONJONCTURE4

MARCHE DU TRAVAIL.....4

POLITIQUE BUDGETAIRE.....5

POLITIQUE MONETAIRE.....5

Actualités commerce & investissement5

COMMERCE.....5

ATTRACTIVITE ET INVESTISSEMENT6

SANCTIONS.....7

Actualités financières.....7

REGLEMENTATION FINANCIERE7

MARCHES FINANCIERS7

Le chiffre de la semaine

Selon l'[ONS](#), le taux de chômage au premier trimestre 2024 est estimé à 4,3% de la population active pour les individus âgés de plus de 16 ans. Au trimestre précédent, il s'élevait à 3,8%. Toutefois, les statistiques du marché du travail doivent être interprétées avec précaution, du fait d'une volatilité accrue dans les estimations depuis quelques trimestres.

LE CHIFFRE À RETENIR

4,3%

Fait marquant: le FMI présente ses conclusions préliminaires après sa mission au Royaume-Uni dans le cadre de ses consultations régulières au titre de l'article IV

Les équipes techniques du FMI ont dévoilé leurs principales [conclusions](#) au sujet de l'économie britannique, à la fin de leur consultation au titre de l'Article IV. Le FMI fait état d'une reprise de la croissance plus rapide que prévu depuis le début de l'année et d'une inflation proche d'osciller durablement autour de sa cible de 2%. Les enjeux de politiques monétaire, budgétaire, financière et structurelles sont également évoqués.

Développements économiques récents et perspectives

Avec un taux de croissance de 0,6% au premier trimestre, la reprise a été plus marquée que prévu, d'où une révision des prévisions du FMI pour la croissance annuelle (de 0,5% à 0,7%). La croissance devrait être plus forte en 2025 (1,5%) du fait de la désinflation et d'un regain des revenus réels. Si l'inflation poursuit sa trajectoire décroissante (3,2% en mars), certaines pressions à la hausse demeurent, notamment sur les salaires.

Politique monétaire

Le FMI relève que la politique monétaire atteint un point d'inflexion, avec de futures baisses du taux directeur prévues au cours des prochains trimestres. Des arbitrages doivent être effectués quant au calendrier, compte tenu de certaines pressions persistantes et du contexte de fragile reprise économique. Le Fonds recommande une baisse cumulée de 50-75 points de base en 2024 et suggère que des ajustements soient apportés lors de futurs cycles de politique monétaire non conventionnelle.

Politique budgétaire

Le cadre restrictif budgétaire s'est détendu à partir du budget d'automne 2023 et les baisses consécutives du taux de cotisation sociale. Le FMI alerte, entre autres, le gouvernement britannique au sujet d'un déficit annuel de financement budgétaire à l'horizon 2029/30. Le FMI considère en effet que le Royaume-Uni devra accroître son solde primaire de 1% du PIB à partir de 2025-26, soit environ 30 Md£. Le Fonds recommande de lever des recettes fiscales additionnelles pour financer les dépenses de santé et d'investissement public, amenées à croître sur la prochaine décennie, car les projections actuelles de dépenses ne satisferaient les règles budgétaires à moyen terme. Enfin, le FMI considère que le cadre budgétaire actuel pourrait nécessiter une

révision, notamment par un changement des règles de soutenabilité et du rythme des événements budgétaires.

Politiques structurelles et climatiques

Le Royaume-Uni a connu un ralentissement significatif de sa croissance de long-terme du fait des crises successives depuis 2007-08 et du vieillissement démographique. La croissance de la productivité du travail a chuté, le taux d'investissement est faible et la qualité dégradée des services publics met à mal le potentiel économique. En réponse, les autorités britanniques ont déployé plusieurs initiatives (*Levelling up agenda*, *4E's strategy* ou *10 reforms to boost growth*) mais d'autres réformes sont nécessaires, notamment dans l'éducation et la santé. Enfin, en matière de politique climatique, le Royaume-Uni a besoin de déployer des investissements verts conséquents pour atteindre ses objectifs de réduction d'émissions d'ici à 2030.

Politiques du secteur financier

La politique macro-prudentielle du Royaume-Uni reste adaptée à l'évolution des conditions de crédit et aux risques liés à la stabilité financière. Les ménages et les entreprises ont été soutenus par la croissance des salaires et les mesures réglementaires mais les taux de défaut pourraient augmenter modérément. Si les grandes banques britanniques semblent robustes, les petites banques nécessitent une surveillance étroite. Enfin, le FMI observe des progrès dans la gestion des risques des institutions financières non bancaire et encourage la poursuite des réformes structurelles du secteur financier.

En bref

Le Royaume-Uni ratifie le protocole d'adhésion au Partenariat transpacifique ([CPTPP](#)).

Le Royaume-Uni conclue un accord fiscal avec le [Pérou](#), permettant aux entreprises de ne pas être soumises à une double taxation.

Le Royaume-Uni [renforce](#) ses contrôles sur les importations d'épices en provenance d'Inde suite à la détection d'agents cancérogènes dans plusieurs produits des marques MDH et Everest.

Le vice Premier-ministre, [Oliver Dowden](#), et la ministre des Entreprises et du Commerce, [Kemi Badenoch](#), ont accompagné une délégation d'entreprises au sommet GREAT Futures à Riyad, dans le contexte de la négociation en cours d'un accord de libre-échange avec le Conseil de coopération du Golfe.

Le Royaume-Uni et l'Australie lancent une nouvelle [campagne](#) de promotion des secteurs des services juridiques et de la technologie, afin d'accompagner le déploiement des entreprises britanniques en Australie en s'appuyant sur les facilitations permises par l'accord de libre-échange bilatéral.

Les Conseils de partenariat de l'Accord de retrait et de l'Accord de commerce et de coopération se sont [réunis](#) le 16 mai 2024.

L'Autorité en charge des dossiers de défense commerciale (TRA) ouvre le [réexamen](#) des mesures anti-dumping sur certains types de produits en céramique en provenance de Chine.

L'agence de crédit-export britannique ([UKEF](#)) apporte son concours à une entreprise écossaise spécialisée dans la production de *shortbreads*.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Au premier trimestre (T1) 2024, les premières estimations de la productivité de l'économie britannique indiquent que la production par heure travaillée et par travailleur ont toutes deux augmenté par rapport au T1 2023, selon l'ONS. La production par travailleur a augmenté de 0,8% au T1 2024, en glissement annuel. De la même manière, la production par heure travaillée a cru de 0,1% au T1 2024 (g.a.). En comparaison au niveau prépandémie (2019), la production par travailleur et par heure travaillée ont respectivement cru de 1,5% et 1,7%.

L'inflation des produits alimentaires a baissé à 2,4% sur les deux premières semaines de mai (après 3,2% en avril), selon les données de Kantar. La hausse des prix a retrouvé un niveau proche de sa moyenne sur la décennie 2010 (1,6%), ce qui améliorerait la situation des consommateurs affectés par la crise du coût de la vie depuis 2021.

Dans l'attente de la publication officielle des chiffres de l'inflation, les économistes s'attendent à ce qu'elle chute à 2,1% au mois d'avril (après 3,2% en mars). Ceci s'expliquerait par la baisse de 12% du plafond réglementaire sur les factures d'énergie des ménages le mois dernier, après une baisse des prix de gros du gaz. L'inflation britannique pourrait ainsi être simultanément inférieure à l'inflation en zone euro et aux États-Unis pour la première fois depuis mars 2022.

Marché du travail

Les tensions sur le marché du travail semblent se relâcher, augurant de moindres pressions à la hausse sur l'inflation. En variation trimestrielle, l'emploi a chuté (-178 000 individus, à 33,0 millions) et le chômage est passé de 3,8% à 4,3%. Dans le même temps, le nombre d'emplois vacants a continué de baisser, de 913 000 à 898 000 en avril. Le taux d'emplois vacants par chômeur, témoignant de potentielles pressions à la hausse des salaires, a donc continué de diminuer et a atteint 0,6. En revanche, la croissance annuelle des salaires demeure élevée et supérieure au consensus, à 6,0% sans bonus et 5,7% avec bonus (après respectivement 6,2% et 5,8% au trimestre précédent).

Les statistiques du marché du travail au niveau régional sont très disparates. Au niveau national, le chômage s'établit à 4,3% de la population active tandis que le taux d'inactivité est de 22,1% (pour les 16-64 ans). Pourtant, on observe des écarts substantiels à la moyenne dans certaines régions britanniques. En effet, pour ce qui est du chômage, il s'élève à 5,6% dans les Midlands de l'Est, et descend à 2,1% en Irlande du Nord. L'inactivité monte à 28,0% au Pays de Galles alors qu'elle n'est que de 18,2% dans le Sud-Est. Si le chômage a augmenté dans toutes les régions anglaises, il a légèrement baissé dans les trois nations constitutives.

Les nouvelles règles d'immigration contraignent certaines grandes entreprises à retirer des offres d'emploi. Depuis avril, les seuils de revenu minimal permettant l'obtention d'un visa *skilled worker* ont augmenté de 26 200£ à 38 700£ (et à 30 960£ pour les moins de 26 ans), traduisant la volonté du gouvernement de limiter l'immigration légale. Ceci a déjà eu des conséquences sur le recrutement d'entreprises

comme HSBC, Deloitte ou KPMG, qui ont retiré certaines offres d'emploi (notamment des *graduate programs*) du fait de cette contrainte supplémentaire.

Politique budgétaire

Selon l'analyse du [Trésor britannique](#), les recettes prévues en cas d'application de l'impôt sur les successions sur les fonds détenus dans des trusts par les « non-doms » sont plus faibles que les estimations du parti travailliste. En avril, Rachel Reeves avait annoncé vouloir supprimer la possibilité d'échapper à l'impôt sur les successions pour les fonds étrangers des « non-doms » existants détenus dans des fiducies (*trusts*). Pour rappel, fiducie est un contrat permettant à une partie, le « constituant », de transférer son patrimoine à un tiers, le « fiduciaire », avec des conditions d'usage ou de durée. Il s'agissait d'une exemption prévue à l'issue de la réforme des « non-doms » par J. Hunt au budget de printemps 2024. Selon le plan du *Labour*, ceci rapporterait 430 M£ par an. Les calculs du Trésor effectués en mars, en amont de l'annonce du budget de printemps, estiment les recettes d'une telle réforme à seulement 50-100 M£ par an.

Politique monétaire

Ben Broadbent, vice-gouverneur de la Banque d'Angleterre, a [confirmé](#) la possibilité d'une baisse de taux dès cet été en cas de moindres pressions inflationnistes. B. Broadbent a souligné que, si l'inflation chute depuis plusieurs mois et devrait continuer de baisser en mai, les effets de second tour demeurent persistants. Il a également rappelé l'importance de l'indépendance de la banque centrale lorsque l'économie est perturbée par des chocs mondiaux de nature imprévisible.

Actualités commerce & investissement

Commerce

La *National Audit Office* (Cour des comptes britannique) estime que la mise en place du nouveau modèle de contrôle aux frontières (BTOM) se heurte à de nombreux défis. Le [rapport](#) met en lumière les nombreux retards ainsi que la multiplication des pannes et défaillances informatiques qui ont affecté le déploiement du système. Il évoque également les difficultés [liées](#) aux partages des données et à l'interopérabilité des systèmes. L'absence de [stratégie](#) interministérielle cohérente dans le cadre de la mise en œuvre des contrôles a conduit à une gestion en silo par les différents services (douanes, Intérieur, Agriculture). En conséquence, le coût pour l'administration de la mise en place de ce nouveau système est estimé à 4,7Md£.

Les producteurs britanniques d'acier s'inquiètent du risque de dumping créé par une mise en œuvre tardive d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Les [producteurs](#) craignent une diversion des flux commerciaux vers le Royaume-Uni, où les importations d'acier demeureraient plus abordables que dans l'Union européenne en raison de l'entrée en vigueur tardive du mécanisme britannique (2027) par rapport à celui prévu par l'UE (dont le déploiement est progressif depuis fin 2023). Alors que le Trésor évoque un impact minime sur les acteurs nationaux du fait du calendrier de déploiement du mécanisme européen, l'association professionnelle, Steel UK, alerte quant à la vitesse de modification des flux commerciaux que pourraient engager ce décalage.

Dans un contexte de pré-campagne, le Premier ministre, Rishi Sunak, et le leader de l'opposition, Keir Starmer, s'expriment sur la politique commerciale du Royaume-Uni. En effet, [Rishi Sunak](#), a souligné les opportunités offertes par le Brexit pour les [échanges](#) commerciaux et rappelé les bonnes performances à l'exportation du Royaume-Uni, quatrième exportateur mondial devant la France, le Japon et les Pays-Bas, essentiellement portées par les échanges de services. A l'occasion de la [présentation](#) de six jalons qui marqueront les débuts de son mandat en cas d'élection, le leader du Parti travailliste a, quant à lui, [précisé](#) son ambition de conclure avec l'UE un accord vétérinaire, afin de faciliter les échanges commerciaux bilatéraux en limitant les contrôles aux frontières et de simplifier les difficultés liées à l'application du Cadre de Windsor en Irlande du nord. Si les représentants de l'UE n'ont fait part d'aucune opposition de principe, ils ont toutefois rappelé qu'un tel accord impliquerait un alignement dynamique sur les normes européennes ainsi que la juridiction de la Cour de justice de l'UE.

Attractivité et investissement

Le gouvernement publie un livre blanc portant sur la réforme de l'environnement réglementaire britannique et annonce une vague de nouvelles mesures dans le cadre de son programme « *Smarter Regulation* ». Identifié comme dividende clé du Brexit par les conservateurs, l'assouplissement des contraintes administratives [pesant](#) sur l'initiative privée est au centre du programme « *Smarter Regulation* ». Dans ce [Livre blanc](#), intitulé « Proposer un environnement réglementaire propice à l'innovation, l'investissement et la croissance », le gouvernement propose dix principes clés visant à améliorer l'environnement réglementaire britannique. Parmi ces derniers se trouvent la transparence et la clarté, la nécessité et la proportionnalité, l'adoption d'une approche réglementaire « pro-innovation », la facilitation de l'auto-certification ou encore l'amélioration de la mise en œuvre à l'échelle locale des contraintes réglementaires. Le document propose également de créer une liste de régulateurs enregistrés qui agiront comme un guichet unique, à même de conseiller les entrepreneurs dans leurs démarches administratives. Enfin, l'administration prévoit d'amender la définition des entreprises de taille moyenne (« *medium business* ») afin de limiter les effets de seuil dans les obligations de publication. Cette parution intervient un an après le lancement du programme « *Smarter Regulation* », dont les avancées dans le déploiement de la feuille de route - reporting non financier, droit du travail, réglementation sur les produits chimiques, entres autres - sont [synthétisées](#) par l'administration.

Le Royaume-Uni et l'Arabie Saoudite mettent à jour leur partenariat pour l'investissement (MoU). A l'occasion du sommet bilatéral GREAT Futures organisé à Riyad, les deux États ont [réaffirmé](#) leurs liens économiques étroits et ont notamment annoncé la mise à jour de leur partenariat pour l'investissement. De plus, le Royaume-Uni envisage de renforcer ses équipes de promotion de l'attractivité dans la zone du Golfe.

Le vice Premier-ministre, compétent pour les décisions de contrôle des investissements, conditionne le rachat d'une entreprise dans le secteur de l'Internet-Of-Things (alarmes incendies connectées). En application du mécanisme de contrôle des investissements (NSIA, 2021), les autorités britanniques ont conditionné le [rachat](#) de la société *FireAngel Safety Technology Group Plc* par la société chinoise *Siterwell*

Electronics Co Ltd via sa filiale *Intelligent Safety Electronics Pte Ltd*. Eu égard aux risques créés par l'accès aux données ainsi que les changements dans le contrôle des chaînes d'approvisionnement, la décision conditionne l'opération, entre autres, au respect de procédures de sécurité dans les nominations à certains postes stratégiques et à la vérification par un organisme approuvé d'exigences liées à la conception des produits.

Sanctions

Le Royaume-Uni ajoute de nouvelles entités à la liste consolidée des personnes sanctionnées. L'administration a procédé à de nouvelles désignations en vertu du régime de sanctions à l'égard de la [Corée du nord](#) et de la [Russie](#). Ces mesures interviennent en réponse à un [partenariat](#) illicite entre les deux États facilitant les échanges d'armes contre du pétrole.

Actualités financières

Règlementation financière

Le parti travailliste et le Chancelier conservateur J. Hunt ont conjointement exprimé des critiques sur la *Financial Conduct Authority* (FCA) afin qu'elle assouplisse les réglementations perçues comme « excessives » et entravant la croissance du secteur financier. Les inquiétudes se concentrent sur le projet controversé de « *name and shame* » concernant les entreprises faisant l'objet d'une enquête par la FCA, qui fait actuellement l'objet de consultations. Tant les travaillistes que les conservateurs estiment que l'approche actuelle de la FCA pourrait dissuader les entreprises et nuire à la réputation de la place financière londonienne. Toutefois et à plus large échelle, leurs positions divergent sur l'évolution de la réglementation. J. Hunt souligne la nécessité pour la FCA de s'aligner sur sa nouvelle obligation légale, issue du *FSMA Act* de 2023, consistant à favoriser la croissance et la compétitivité du secteur financier. Les travaillistes proposent la création d'un nouveau « Bureau de l'innovation réglementaire » (*Regulatory Innovation Office*) dans le but de renforcer la responsabilité des entreprises et promouvoir l'innovation réglementaire.

Marchés financiers

Le géant de la mode en ligne, Shein, envisage une cotation sur la bourse Londres en raison des tensions existantes entre les États-Unis et la Chine qui menacent son projet d'introduction à la bourse de New York. Donald Tang, président exécutif de l'entreprise, a mentionné les récents progrès réalisés par la marque pour changer la perception existante de l'influence exercée par la Chine sur Shein, ce qui n'a pas été suffisant pour convaincre les législateurs américains. La société, évaluée à 66 Md\$, privilégierait désormais une introduction en bourse à Londres, qui en bénéficierait grandement après avoir perdu plusieurs cotations de premier plan face à New York.

Le Royaume-Uni renforce sa coopération avec Singapour dans les secteurs de la finance durable et des FinTech. A l'occasion du 9^e [dialogue](#) financier bilatéral, les deux pays ont rappelé leur souhait de collaborer dans ces disciplines émergentes de la finance. Dans le champ de la finance durable, ils ont réaffirmé leur engagement à mettre en œuvre les standards internationaux (ISSB) en matière de finance durable et à développer des projets de transition en Asie. Dans le champ des FinTech, les deux

partenaires ont discuté de leurs approches réglementaires sur des sujets centraux tels que l'intelligence artificielle, les cryptoactifs ou encore les monnaies digitales. Enfin, ils ont échangé sur les récents développements dans le secteur de l'intermédiation financière non bancaire et la facilitation des paiements transfrontaliers.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr